Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1842

RESPÃ‰ Ã‰ DIGNITÃ‰ WOUMÃˆT VARIEUX AN POSâEuros™AY !

- La Centrale UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 11 juillet 2012

Mis Ã jour le : mercredi 11 juillet 2012

UGTG.org

Depuis plusieurs annÃ©es, Elie VARIEUX, DÃ©lÃ©guÃ© Syndical UGTG, Membre titulaire du ComitÃ© dâEuros"Entreprise, ReprÃ©sentant du comitÃ© au sein du Conseil dâEuros"Administration, Membre du CHSCT, âEuros¦. est dans le collimateur de la Direction du CrÃ©dit Agricole. **Le 15 mai dernier, il a Ã©tÃ© licenciÃ© aprÃ¨s 28 annÃ©es de service.**

PRIDOM DI : WOUMET VARIEUX AN POSâEuros"A

Y !

Dans une dÃ©cision datÃ©e du 27 juin dernier, le conseil des prudâEuros"hommes Ã ordonner la rÃ©intÃ©gration dâEuros"Elie VARIEUX tenant compte des irrÃ©gularitÃ©s flagrantes tant au niveau de la dÃ©cision du ministÃ¨re que de celle CrÃ©dit Agricole lui-mÃªme.

TRIBINAL ADMINITRATIF SISPANN DSIZYON A MINISTE

Une ordonnance du 06 juillet 2012 suspend lâEuros"autorisation de licencier Elie VARIEUX.

DÃ¨s lors, le CrÃ©dit Agricole doit procÃ©der Ã la rÃ©intÃ©gration de notre camarade. Et bien, malgrÃ© ces dÃ©cisions de justice, la direction demande Ã ces cadres de veiller Ã empÃªcher Elie VARIEUX Ã circuler mÃªme aux abords des locaux du CrÃ©dit Agricole. En fait, nous lâEuros"aurons compris, il sâEuros"agit dâEuros"un vÃ©ritable complot destinÃ© Ã Ã©liminer Elie VARIEUX par tous moyens.

Il faut taire toutes vellÃ©itÃ©s de contestation sociale au CrÃ©dit Agricole au moment mÃªme oÃ¹ les agences de notation et les analystes financiers annoncent des milliers de licenciement dans le secteur bancaire. La rÃ©pression anti syndicale, le licenciement dâEuros"un dÃ©lÃ©guÃ© syndical nâEuros"est alors que lâEuros"anti-chambre dâEuros"une vague de licenciements prÃ©vus dans le secteur bancaire dans les mois qui viennent. Le CrÃ©dit Agricole vient dâEuros"ailleurs dâEuros"Ãªtre dÃ©classÃ© par les agences de notation.

[-]

MAIS QUE LUI REPROCHE-T-ON ?

Un manque de professionnalisme ? **NON.**

Des absences injustifiÃ©es ? **NON PLUS.**

VolÃ© lajan, magouyÃ© ? **NON**

Rien de tout Ã§a sinon :

[-] Son inÃ©branlable engagement Ã dÃ©fendre les droits et intÃ©rÃªts des larges masses ;

[-] Son combat ***kont tout pwofitasyon*** Ã militer pour une banque mutualiste rÃ©ellement au service des GuadeloupÃ©ens ;

[-] Sa posture permanente Ã refuser la compromission et Ã dÃ©noncer les conflits dâEuros"intÃ©rÃªts et autres relations douteuses entre certains administrateurs et grosses entreprises ;

[-] Son attachement Ã lâEuros"honnÃªtetÃ©, Ã la dignitÃ© et son engagement militant Ã dÃ©fendre les agents du CrÃ©dit Agricole de Guadeloupe.

CETTE CHASSE AUX SORCIÃÆRES A DÃ0BUTÃ0 IL Y A QUELQUES ANNÃ0ES DÃ0JÀ.

Pour rappel :

[-] **AoÃ »t 2007**, Elie VARIEUX est assignÃ© devant le tribunal par le CrÃ©dit Agricole pour obtenir la rÃ©vocation de son mandat de reprÃ©sentant des salariÃ©s au Conseil dâEuros"Administration. La demande du CrÃ©dit Agricole est rejetÃ©e par le Tribunal de Grande Instance.

[-] **AoÃ »t 2007** : procÃ©dure de licenciement pour entrave au comitÃ© dâEuros"entreprise et refus dâEuros"exÃ©cution des tÃ¢ches professionnelles. LâEuros"inspection du Travail refuse lâEuros"autorisation de licencier notre camarade.

[-] An menm balan-la : Nouvelle assignation pour manifestation illicite et entrave Ã la libertÃ© du travail. Le CrÃ©dit Agricole est une nouvelle fois dÃ©boutÃ© de toutes ses demandes.

[-] **Octobre 2007** : Nouvelle assignation devant le TGI pour entrave au fonctionnement du CHSCT.

LÃ encore, les demandes du CrÃ©dit Agricole sont rejetÃ©es.
La Direction du CrÃ©dit Agricole prendra mÃªme la dÃ©cision de ne plus rÃ©unir le conseil dâEuros"administration en prÃ©sence dâEuros"Elie VARIEUX.
UNE DECISION CRAPULEUSE.

AujourdâEuros"hui, câEuros"est sur la base dâEuros"une dÃ©cision crapuleuse que notre camarade a Ã©tÃ© licenciÃ©. Jugez-en vous-mÃªmes :

Septembre 2011, lâEuros"Inspection du Travail rejette une nouvelle demande de licenciement dâEuros"Elie

VARIEUX.

20 dÃ©cembre 2011, le CrÃ©dit Agricole dÃ©pose un recours devant le MinistÃ¨re du Travail. Ce dernier dispose de 4 mois pour prendre sa dÃ©cision.

Le 11 Mai 2012, notre camarade reÃ§oit un courrier du MinistÃ¨re lui signifiant que lâEuros"autorisation de le licencier a Ã©tÃ© accordÃ©e au CrÃ©dit Agricole suite Ã une dÃ©cision prise le 20 avril 2012.
AussitÃ´t, la Direction du CrÃ©dit Agricole sâEuros"empresse de procÃ©der au licenciement immÃ©diat dâEuros"Elie VARIEUX en date du 15 mai 2012.

Mais, le 16 mai 2012, notre camarade reÃ§oit une seconde notification du MinistÃ¨re toujours sur lâEuros"autorisation du licenciement. Curieusement, cette nouvelle notification est datÃ©e du mÃªme 20 avril (date limite de la prise de dÃ©cision du ministÃ¨re) et annule le prÃ©cÃ©dent courrier.

UNE DECISION SCELERATE ET INJUSTE

DÃ¨s lors, le licenciement de notre camarade a Ã©tÃ© mis en oeuvre sur la base dâEuros"un document annulÃ© par le MinistÃ¨re lui-mÃªme.

Mais surtout comment le MinistÃ¨re peut-il Ã©laborer une seconde notification portant la mÃªme date du 20 avril 2012 ? Cela est impossible. Aussi, sans se tromper, le licenciement de notre camarade relÃ¨ve donc dâEuros"une machination crapuleuse.

Nous avons interrogÃ© le MinistÃ¨re du Travail ainsi que la Direction du CrÃ©dit Agricole. A ce jour, aucune rÃ©ponse.

SENDIKALIS PA KRIMINÃÆL !

Camarades, Travailleurs, Peuple de Guadeloupe, le dÃ©lÃ©guÃ© syndical est souvent prÃ©sentÃ© comme un salariÃ© protÃ©gÃ© mais câEuros"est avant tout un salariÃ© exposÃ©. ExposÃ© Ã la discrimination syndicale, exposÃ© au harcÃ¨lement et Ã lâEuros"injustice. CâEuros"est le cas dâEuros"Elie VARIEUX au CrÃ©dit agricole.

ANSANM ANSANM, NOU PEPA ASEPTE SA :

REFUSONS :

[-] le licenciement dâEuros"un reprÃ©sentant du personnel car câEuros"est une remise en cause de la libertÃ© de penser, une violation des libertÃ©s fondamentales ;

[-] la rÃ©pression antisyndicale ;

EXIGEONS :

[-] la rÃ©intÃ©gration dâEuros"Elie VARIEUX ;

[-] le respect des libertÃ©s syndicales et lâEuros"arrÃªt des poursuites et intimidations Ã lâEuros"encontre des syndicalistes ;

[-] le maintien des emplois et des garanties sociales au CrÃ©dit Agricole de Guadeloupe.

SOLIDARITÃ0 Ã0PI VARIEUX : SANBLÃ0 VANDRÃÆDI 13 JWIYÃ0 A 7tÃ¨ DOUVAN CREDIT AGRICOLE MIQUEL âEuros" LAPWENT.

NON AU LICENCIEMENT âEuros" NON AU MÃ0PRIS

ANSANM ANSANM ANNOU KONTINYE NOURI LALIT !

UGTG Lapwent, 06 jwiyÃ© 2012